

INVESTIR À MARSEILLE

La CNAB a dernièrement manifesté son profond mécontentement à l'annonce du financement du R.S.A Revenu de Solidarité Active par une contribution de 1.1 % sur les revenus du patrimoine foncier.

Une taxe de plus sur l'investissement locatif qui n'avait pas besoin de cela en cette période non de crise mais de ralentissement.

Cette période de ralentissement peut s'expliquer entre autre par le rééquilibrage de l'offre et de la demande à la suite de ces quatre dernières années marquées par une activité transactionnelle exceptionnellement active.

N'attendez pas pour acheter, les prix ne baisseront pas à Marseille. Ils vont se maintenir compte tenu de la demande soutenue pour habiter la cité phocéenne dont la population ne cesse d'augmenter.

Le volume des transactions diminue certes, mais là encore, quoi de plus normal après une telle activité ces dernières années.

Acheter à Marseille pour y habiter soit même ou louer reste encore une valeur sûre et un bon moyen de préparer sa retraite.

Alors n'écoutez pas les sirènes du catastrophisme, les subprimes c'est au USA pas en France et ce, il faut le reconnaître grâce à une politique responsable du crédit immobilier depuis de longues années.

Ralentissement oui ; crise grave sûrement pas.

Quand le bâtiment va, tout va. En particulier l'emploi dont notre région a tant besoin.

	LIEUTAUD _____
	JET IMMO _____
	SIAB IMMO _____
	ICADE _____
	MDC _____
	URBANIA _____
	IMP _____
	SIGA / SIGAMA _____
	
	ANNONCES ADHÉRENTS _____

Les ventes de neuf accusent effectivement un certain ralentissement et il faut pour cela libérer du foncier et que cesse ce sport national qui consiste systématiquement à contester des permis de construire pour, au final, négocier avec une transaction à la clé....

Certains permis de construire sont contestables, d'autres le sont beaucoup moins et leurs contestations ont inévitablement une répercussion négative sur le prix de vente et donc sur le consommateur.

Restons donc confiants dans l'immobilier et continuons à aller de l'avant.

Le R.S.A est très certainement une bonne chose, son mode de financement, lui, est à revoir.

Messieurs, ne mettez pas en péril l'investissement foncier dans l'intérêt premier des locataires car un logement pour tous c'est faisable. La condition est d'avoir une offre la plus large possible et d'encourager l'investissement locatif, compte tenu du fait qu'il manque régulièrement en France 400.000 logements par an sur le marché.

Jean-Luc Lieutaud, Président de la Confédération Nationale des Administrateurs de biens Marseille Provence Corse.

